

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

[illegible]

ACTE D'ENGAGEMENT – ACCORD-CADRE (AE)

Pouvoir adjudicateur (PA) Exerçant la maîtrise d'ouvrage

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et
des Transports d'Île-de-France – Direction des Routes d'Île-de-France

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France, par délégation du Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris (Arrêté n° IDF-2023-04-19-00003 du 19/04/2023)

Objet du marché

Accord-cadre à marchés subséquents pour le coulage de glissières en béton adhérent
dans le cadre d'opérations de grande envergure sur le réseau routier national non
concedé géré par la Direction des Routes Île-de-France

Accord-cadre sur appel d'offres ouvert, passé en application des articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1, R.2124-2 du CCP et sous la forme d'un accord-cadre à marchés subséquents tel que défini aux articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Code CPV principal

45233292-2

Imputation

ACTE D'ENGAGEMENT – ACCORD-CADRE (AE)

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France, par délégation du Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris (Arrêté n° IDF-2023-04-19-00003 du 19/04/2023)

Ordonnateur

Monsieur le Préfet de Région Île-de-France
Ordonnateur délégué : Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le Préfet de la Région Île-de-France

Comptable public assignataire

Monsieur le Directeur des Finances publiques du Val-de-Marne

Dans la suite du présent document, le pouvoir adjudicateur est désigné « Maître de l'ouvrage ».

Dans la suite du présent document, le terme de "marché" désigne un "accord-cadre avec marchés subséquents"

ARTICLE PREMIER. CONTRACTANT(S)

☐ Je soussigné,

Nom et prénom :											
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :											
Domicilié à :											
Tel. :						Fax :					
Courriel :											
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)											
Au capital de :											
Ayant son siège à :											
Tel. :						Fax :					
Courriel :											
N° d'identité d'établissement (SIRET) :											
N° d'inscription q au répertoire des métiers ou q au registre du commerce et des sociétés :											

☐ Nous soussignés,

Co-traitant 1											
Nom et prénom :											
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :											
Domicilié à :											
Tel. :						Fax :					
Courriel :											
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)											
Au capital de :											
Ayant son siège à :											
Tel. :						Fax :					
Courriel :											
N° d'identité d'établissement (SIRET) :											
N° d'inscription q au répertoire des métiers ou q au registre du commerce et des sociétés :											

Co-traitant 2	
Nom et prénom :	<input style="width: 80%;" type="text"/>
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de : <input style="width: 80%;" type="text"/>	
Domicilié à :	<input style="width: 80%;" type="text"/>
Tel. :	<input style="width: 40%;" type="text"/> Fax : <input style="width: 40%;" type="text"/>
Courriel :	<input style="width: 80%;" type="text"/>
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société) <input style="width: 80%;" type="text"/>	
Au capital de :	<input style="width: 80%;" type="text"/>
Ayant son siège à :	<input style="width: 80%;" type="text"/>
Tel. :	<input style="width: 40%;" type="text"/> Fax : <input style="width: 40%;" type="text"/>
Courriel :	<input style="width: 80%;" type="text"/>
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	<input style="width: 80%;" type="text"/>
N° d'inscription q au répertoire des métiers ou q au registre du commerce et des sociétés :	<input style="width: 80%;" type="text"/>

Co-traitant 3	
Nom et prénom :	<input style="width: 80%;" type="text"/>
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de : <input style="width: 80%;" type="text"/>	
Domicilié à :	<input style="width: 80%;" type="text"/>
Tel. :	<input style="width: 40%;" type="text"/> Fax : <input style="width: 40%;" type="text"/>
Courriel :	<input style="width: 80%;" type="text"/>
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société) <input style="width: 80%;" type="text"/>	
Au capital de :	<input style="width: 80%;" type="text"/>
Ayant son siège à :	<input style="width: 80%;" type="text"/>
Tel. :	<input style="width: 40%;" type="text"/> Fax : <input style="width: 40%;" type="text"/>
Courriel :	<input style="width: 80%;" type="text"/>
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	<input style="width: 80%;" type="text"/>
N° d'inscription q au répertoire des métiers ou q au registre du commerce et des sociétés :	<input style="width: 80%;" type="text"/>

Co-traitant	
Nom et prénom :	<input type="text"/>
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de : <input type="text"/>	
Domicilié à :	<input type="text"/>
Tel. :	<input type="text"/> Fax : <input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société) <input type="text"/>	
Au capital de :	<input type="text"/>
Ayant son siège à :	<input type="text"/>
Tel. :	<input type="text"/> Fax : <input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	<input type="text"/>
N° d'inscription q au répertoire des métiers ou q au registre du commerce et des sociétés :	<input type="text"/>

Co-traitant	
Nom et prénom :	<input type="text"/>
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de : <input type="text"/>	
Domicilié à :	<input type="text"/>
Tel. :	<input type="text"/> Fax : <input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société) <input type="text"/>	
Au capital de :	<input type="text"/>
Ayant son siège à :	<input type="text"/>
Tel. :	<input type="text"/> Fax : <input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	<input type="text"/>
N° d'inscription q au répertoire des métiers ou q au registre du commerce et des sociétés :	<input type="text"/>

après avoir :

- pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières du présent accord-cadre à marchés subséquents (CCAP) et des documents qui y sont mentionnés ;
- produit les documents, certificats, attestations et déclarations visés aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du code de la commande publique ;

☐ m'**engage** sans réserve, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ainsi que les attestations visées aux articles 1-6.1, 1-6.2 et 1-6.3 du CCAP et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent acte d'engagement dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne **me** lie toutefois que si son acceptation **m'**est notifiée dans un délai de 6 mois à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée en page de garde du présent acte d'engagement.

☐ **nous engageons** sans réserve, en tant que cotraitants **groupés solidaires**, représentés par :

mandataire du groupement, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ainsi que les attestations visées aux articles 1-6.1, 1-6.2 et 1-6.3 du CCAP et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si son acceptation **nous** est notifiée dans un délai de 6 mois à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée en page de garde du CCAP.

☐ **nous engageons** sans réserve, en tant que cotraitants **groupés conjoints**, représentés par :

mandataire du groupement, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ainsi que les attestations visées aux articles 1-6.1, 1-6.2 et 1-6.3 du CCAP et, du code de la commande publique, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

Le mandataire du groupement conjoint **est solidaire** de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître de l'ouvrage, pour l'exécution du marché.

L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si son acceptation **nous** est notifiée dans un délai de 6 mois à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée en page de garde du présent acte d'engagement.

ARTICLE 2. PRESTATIONS ET PRIX

2-1. Montant du marché

Les minimum et maximum de l'accord-cadre sont fixés ainsi :

Période	Minimum H.T	Minimum T.T.C	Maximum H.T	Maximum T.T.C
Période ferme	0,00€	0,00€	4 166 666,67 €	5 000 000,00 €
Reconduction n°1	0,00€	0,00€	4 166 666,67 €	5 000 000,00 €
Reconduction n°2	0,00€	0,00€	4 166 666,67 €	5 000 000,00 €
Reconduction n°3	0,00€	0,00€	4 166 666,67 €	5 000 000,00 €

Les travaux seront rémunérés par application des prix du bordereau des prix de chaque marché subséquent.

Les prix figurant dans le bordereau des prix du présent accord-cadre constituent de la part du titulaire des prix plafonds qui ne pourront être dépassés dans le cadre des offres proposées pour l'attribution des marchés subséquents.

2-2. Montant sous-traité

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux **articles L.2193-2 à 7 et R.2193-1 à 8 du CCP**, un formulaire DC4 téléchargeable sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat> sera annexé au présent acte d'engagement pour chaque sous-traitant et indiquera la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par chaque sous-traitant, son nom et ses conditions de paiement. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque formulaire annexé constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque formulaire annexé constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

ARTICLE 3. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

3-1. Durée de l'accord-cadre

Le marché est conclu pour une période ferme de 12 mois à compter de sa date de notification. Il peut être renouvelée par reconduction tacite, dans la limite de 3 reconductions.

Chaque reconduction est d'une durée d'un an et débute le lendemain de l'expiration de la période précédente :

Période	Dates
Reconduction n° 1	De la fin de la durée de la période ferme, pour une durée d'un an.
Reconduction n° 2	De la fin de la durée de la période de reconduction n°1, pour

Période	Dates
	une durée d'un an.
Reconduction n° 3	De la fin de la durée de la période de reconduction n°2, pour une durée d'un an.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire le marché, il devra le notifier au titulaire du marché, au moins 2 mois avant la fin de la période.

La notification des marchés subséquents peut être émise au fur et à mesure de la survenance du besoin jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre sans que leur durée d'exécution ne puisse dépasser un délai de six mois après la date d'expiration du dudit accord-cadre.

3-2. Durée et délai d'exécution des marchés subséquents

Le délai d'exécution afférent à chaque marché subséquent conclu sur la base du présent accord-cadre sera fixé dans l'acte d'engagement de chacun de ces marchés.

ARTICLE 4. PAIEMENTS

Les modalités du règlement des comptes du marché sont spécifiées à l'article 3-2 du CCAP.

 Entreprise unique

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

[illegible]

Toutefois, le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

 Groupeement solidaire

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

compte ouvert à l'organisme bancaire :	
--	--

à :																							
au nom de :																							
sous le numéro :																					clé RIB :		
code banque :							code guichet :																
IBAN																							
BIC (par SWIFT)																							

☐ Les soussignées entreprises groupées solidaires, autres que le mandataire, donnent par les présentes à ce mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir pour leur compte les sommes qui leurs sont dues en exécution du marché par règlement au compte ci-dessus du mandataire. Ces paiements seront libératoires vis-à-vis des entreprises groupées solidaires.

Toutefois, le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

☐ **Groupement conjoint**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes (joindre un RIB ou RIP) :

Cotraitant 1	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	
code banque :	
IBAN	
BIC (par SWIFT)	

Cotraitant 2	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	
code banque :	
IBAN	
BIC (par SWIFT)	

Cotraitant 3	
compte ouvert à l'organisme bancaire :	

avec :

I_0 = Valeur de l'index de référence **I**, prise au mois m_{0ac} d'établissement des prix défini à l'article 5-2 ci-dessous ;

I_n = Valeur de l'index de référence **I**, **dernier indice connu à la date de lancement de la consultation.**

Pour une consultation donnée, cette formule de mise à jour de prix n'est utilisée que pour définir les prix maximums de l'accord-cadre qui serviront de référence pour l'établissement du bordereau des prix du marché subséquent.

5-2. Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant le mois de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Ce mois est appelé « mois zéro accord-cadre » (m_{0ac}).

5-3. Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la mise à jour des prix de l'accord-cadre est :

TP08 : Travaux d'aménagement et entretien de voirie (Identifiant INSEE 001710996).

Il est publié sur le site internet de l'INSEE ou du ministère en charge du calcul des index et au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP.

Les index de référence sont appliqués à la totalité des prix du bordereau des prix de l'accord cadre.

ARTICLE 6. INSERTION PROFESSIONNELLE DES PUBLICS EN DIFFICULTÉ

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et notamment des articles N° 1-7.5.1 et N°11 relatifs à l'action obligatoire d'insertion,



m'engage sans réserve, à :

- réserver, dans l'exécution du présent marché, un nombre d'heures de travail au moins égal à celui indiqué à l'article 11-2 du cahier des clauses administratives particulières à des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.
- prendre l'attache du facilitateur de la clause sociale désigné à l'article 11-4 du CCAP, afin de préciser ou de définir les modalités de mise en œuvre des clauses sociales. Un plan d'action pourra être élaboré à cet effet avec l'accompagnement du facilitateur.
- fournir dans un délai qui me sera imparti, toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action d'insertion.



nous engageons sans réserve, en tant que cotraitants **groupés solidaires**, représentés par :

mandataire du groupement, à :

- réserver, dans l'exécution du présent marché, un nombre d'heures de travail au moins égal à celui indiqué à l'article 11-2 du cahier des clauses administratives particulières à des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.
- prendre l'attache du facilitateur de la clause sociale désigné à l'article 11-4 du CCAP, afin de préciser ou de définir les modalités de mise en œuvre des clauses sociales. Un plan d'action pourra être élaboré à cet effet avec l'accompagnement du facilitateur.
- fournir dans un délai qui me sera imparti, toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action d'insertion.



nous engageons sans réserve, en tant que cotraitants **groupés conjoints**, représentés par :

mandataire du groupement, à :

- réserver, dans l'exécution du présent marché, un nombre d'heures de travail au moins égal à celui indiqué à l'article 11-2 du cahier des clauses administratives particulières à des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.
- prendre l'attache du facilitateur de la clause sociale désigné à l'article 11-4 du CCAP, afin de préciser ou de définir les modalités de mise en œuvre des clauses sociales. Un plan d'action pourra être élaboré à cet effet avec l'accompagnement du facilitateur.
- fournir dans un délai qui me sera imparti, toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action d'insertion.

ARTICLE 7. PASSATION DES MARCHES SUBSÉQUENTS

7-1. Forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents découlant du présent accord-cadre pourront être à prestation définie, à bon de commande ou à tranche. Il n'y sera pas autorisé d'allotissement.

7-2. Mise en concurrence

Lors de la survenance des besoins, tous les titulaires issus de l'accord-cadre seront systématiquement remis en concurrence sur la base des documents de la consultation du marché subséquent.

Les marchés subséquents feront l'objet d'une mise en concurrence par dossier de consultation adressé à tous les titulaires de l'accord-cadre. Le mode de transmission sera le courrier électronique, à travers la Plateforme des Achats de l'État. À cet effet, le pouvoir adjudicateur pourra utiliser son profil d'acheteur. La transmission fera l'objet d'un accusé de réception formel des titulaires de l'accord-cadre.

Le dossier de consultation des marchés subséquents mentionnera au minimum les éléments suivants :

- l'intitulé et les descriptifs du marché subséquent,
- la pondération des critères de jugement des offres,
- la date limite de remise des offres,
- la durée de la période de préparation éventuelle,
- les mesures relatives à la sécurité et la protection de la santé,
- le délai d'exécution, la date prévisionnelle des travaux,
- les conditions d'établissement des études d'exécution,
- le descriptif des travaux qui traitera des points suivants :
 - localisation des travaux,
 - nature et quantité des aménagements à réaliser,
 - mode d'exploitation dont les zones de stockage du matériel,
 - horaire de mise en place des balisages.

Les modalités d'utilisation des prix de référence de l'accord-cadre pour les offres des marchés subséquents sont les suivantes :

Les prix unitaires de référence de l'accord-cadre après mises à jour en application de l'article 4-1 constituent des prix plafonds. En cela, les prix proposés dans le bordereau de prix du marché subséquent devront être inférieurs ou égaux à ces prix plafonds.

7-3. Conditions de la consultation

7-3.1. Variantes

Elles pourront être autorisées lors des consultations en vue de l'attribution des marchés subséquents.

7-3.2. Solutions techniques complémentaires ou alternatives

Ces solutions seront mentionnées le cas échéant dans le cahier des clauses spéciales (CCS) des marchés subséquents.

7-4. Documents fournis aux candidats

Pour chaque marché subséquent, le dossier de consultation comportera les documents suivants :

- Le règlement de la consultation,
- Le cadre de l'acte d'engagement du marché subséquent,
- Le CCS du marché subséquent,
- Le cadre du bordereau des prix (où figurent éventuellement des prix nouveaux propres au marché subséquent, sans que ces prix modifient de manière substantielle l'équilibre de l'accord-cadre),
- Le cadre du détail estimatif,
- Des éventuelles pièces complémentaires (plans, études, plan général de coordination si le marché subséquent y est soumis) destinées à figurer dans le marché subséquent,
- Des éventuelles pièces complémentaires données à titre indicatif servant à faciliter la compréhension du projet et non destinées à figurer dans le marché subséquent.

Le CCS complètera, pour les marchés subséquents, le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) figurant dans l'accord-cadre.

7-5. Jugement et classement des offres pour les marchés subséquents

L'ensemble des titulaires de l'accord-cadre sera consulté par courrier électronique à travers la PLateforme des AChats de l'Etat comprenant chacun un accusé de réception pour toute consultation en vue de passer un marché subséquent.

Le RPA examinera l'offre de base des titulaires de l'accord-cadre puis les variantes proposées lorsque le marché subséquent les autorise, pour établir un classement. Si le chantier impose des contraintes techniques particulières de base, le RPA pourra intégrer dans le CCS du marché subséquent des prestations complémentaires ou alternatives, qui seront prises en compte pour ledit classement.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RPA.

Le règlement de la consultation en vue de la passation d'un marché subséquent comportera les critères suivants pour le jugement des offres :

Critère d'attribution	Fourchette
Le prix des prestations, apprécié au regard du détail estimatif ou du document financier du marché subséquent ;	De 50 à 70 %
La valeur technique relative aux performances en matière technique, en matière de moyens humains et matériels mis en œuvre, en matière d'organisation du chantier et/ou en matière de protection de l'environnement, appréciée au vu du mémoire technique proposé par le candidat à l'appui de son offre ;	De 10 à 40 %
Le délai – la gêne à l'utilisateur, apprécié au regard du délai et du planning d'exécution proposé par le candidat à l'appui de son offre.	De 10 à 30 %

La pondération précise sera fixée dans le règlement de consultation du marché subséquent en fonction des spécificités techniques dudit marché.

Deux critères minimums seront utilisés.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

Pour les marchés subséquents à prix unitaires et/ou forfaitaires :

Lors de l'examen des offres, le RPA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 8. RÉSILIATION DE L' ACCORD-CADRE

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, pour des motifs d'intérêt général, mettre fin au présent accord-cadre par une décision de résiliation notifiée aux titulaires.

L'accord-cadre d'un des titulaires est résilié à ses torts sans indemnité et après mise en demeure restée infructueuse dans les cas suivants :

- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-11 et R.2143-12 du CCP ;
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à 10 du CCP ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5, D.8222-7 et 8 du Code du Travail, lors de la passation et de l'exécution des marchés subséquents.

Si le titulaire ne remet pas d'offre lors de la remise en concurrence pour l'attribution d'un marché subséquent, le pouvoir adjudicateur peut résilier, sans indemnité, l'accord-cadre le concernant.

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre sans indemnité et sans mise en demeure en cas de manquements graves dans la réalisation d'un marché subséquent.

Fait en un seul original

à : le :

Signature(s) électronique (s) de l'/des entreprise(s) :

Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

Le représentant du pouvoir adjudicateur

à : le :

Date d'effet du marché

Reçu notification du marché le :

Le **titulaire / mandataire du groupement** :

Reçu le l'accusé de réception de la notification du marché
du **titulaire / mandataire du groupement** destinataire.

Pour le représentant du pouvoir adjudicateur,

à : le :

☐ ANNEXE N°1 A L'ACTE D'ENGAGEMENT EN CAS DE GROUPEMENT CONJOINT

Détail des prestations exécutées par chacun des cotraitants

Nom du mandataire cotraitant 1		Prestations du mandataire - Poste(s) technique(s)
Autres cotraitants		Prestations des autres cotraitants - Poste(s) technique(s)
N°2		
N°3		
N°4		
N°5		